



Cahiers de l'Urmis

7 | 2001

Débat : la nation, l'Europe, la démocratie

L'Histoire, le temps et la démocratie

Dominique Schnapper



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/11>

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis-UMR 7032

Édition imprimée

Date de publication : 7 juin 2001

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Dominique Schnapper, « L'Histoire, le temps et la démocratie », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 7 | juin 2001, mis en ligne le 15 février 2004, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/11>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'Histoire, le temps et la démocratie

Dominique Schnapper

- 1 Ma position est proche de celle de Jürgen Habermas en ce que nous cherchons à penser comment organiser au niveau européen un lieu du politique qui soit “républicain” ou démocratique, en refusant deux positions extrêmes et symétriques.
- 2 La position a-politique, position dans laquelle on trouve, d'un côté, des libéraux économiques qui réduisent la société au marché et, d'un autre côté, des penseurs d'une “nouvelle citoyenneté” qui serait définie par un ensemble de droits économiques et sociaux et qui aboutit, par exemple, à la conception de la citoyenneté-résidence.
- 3 La position, elle, politique, des souverainistes-nationaux en France ou des europhobes anglais qui, partant du lien historique entre nation et démocratie, en déduisent que ce lien n'est pas seulement historique, mais nécessaire ou logique et refusent d'admettre que la citoyenneté puisse s'exercer à un niveau supra-national, en particulier européen, en conférant à la nation un sens non pas historique mais absolu.
- 4 Nous nous retrouvons donc pour penser que les sociétés, même modernes ou “post-modernes”, ne peuvent pas évacuer la dimension politique. Il faut un lieu de la redistribution sociale au nom d'une conception de la justice sociale, pour compenser les effets à court terme du développement capitaliste sur certaines populations. C'est l'État-redistributeur sur lequel vous avez écrit de nombreuses pages. Mais il faut aussi un lieu pour régler de manière démocratique les conflits et les rivalités entre les groupes sociaux. J'ajouterai qu'il faut aussi un lieu de la volonté d'exister et d'affirmer ses propres valeurs, au besoin en recourant à la force, un lieu d'expression de la puissance. Il faut un lieu du politique.
- 5 Or, chacune des nations de l'Europe est trop petite et trop faible pour s'exprimer dans le monde. L'Europe peut être une réponse à la mondialisation de nombreux phénomènes économiques, sociaux, culturels et politiques. Les nations européennes vues du reste du monde sont évidemment très proches les unes des autres, mais cela ne suffit pas pour qu'elles puissent se constituer en unité politique. Nous savons que c'est souvent avec les plus proches que les relations sont les plus difficiles.

- 6 A partir de cette position commune, je voudrais dire ce en quoi je me sens proche de votre position, même si nous utilisons un vocabulaire qui n'est pas le même, d'abord parce que vous êtes philosophe et que je suis sociologue, et ensuite, ce qui est peut-être encore plus important – et du coup au cœur de notre discussion – parce que votre réflexion porte de manière privilégiée sur l'exemple allemand et s'inscrit dans la tradition intellectuelle allemande et que je pense surtout à partir de l'exemple français et, bien entendu, je m'inscris dans la tradition intellectuelle française. J'essaierai de dire ensuite en quoi je me sépare de vous.
- 7 Je vous rejoins donc pour penser, dans un vocabulaire différent, le problème de la démocratie européenne à partir de la réflexion sur la démocratie telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à présent dans l'histoire, c'est-à-dire au niveau national. Comme moi, vous partez de l'expérience historique quand vous dites que "État-nation" et démocratie sont des "jumeaux issus de la révolution française"¹. J'ai écrit que la citoyenneté est née dans le cadre de la nation, qu'elle lui a toujours été historiquement liée. Vous pensez qu'on ne pourra construire l'Europe que sur le patriotisme constitutionnel et j'ai écrit qu'on ne construirait l'Europe que sur l'idée et les institutions de la citoyenneté qui permettent de faire vivre ensemble des populations qui ont des fidélités historiques et religieuses différentes – et de plus en plus différentes à mesure que les sociétés européennes, ouvertes, comprennent des populations de plus en plus diverses.
- 8 La nation démocratique : Janus à deux visages, indissolublement ethnique et civique
- 9 Je viens tout de suite au problème de vocabulaire ou au problème conceptuel. Il me semble que ce que vous désignez par "l'adhésion aux principes de l'État de droit", le "patriotisme constitutionnel" ou "l'intégration républicaine", c'est précisément ce que je désigne par "citoyenneté". En effet, vous exprimez l'idée, qui est le thème essentiel de mon livre, *la Communauté des Citoyens*², que la nation démocratique est "Janus", qu'elle a "deux visages"³. En d'autres termes, qu'elle est à la fois "nationale" ou "culturelle" ou ce que j'appelle "ethnique" – désignant par là non pas une quelconque forme d'hérédité mais le partage d'une même histoire, d'une même langue et d'une même culture – et *en même temps* civique. C'est exactement ce que j'ai analysé en essayant de montrer que toute nation démocratique était indissolublement ce que j'ai appelé dans un vocabulaire qui n'est pas le vôtre "ethnique" et "civique"⁴. "Ethnique" en ce que ses membres, malgré leurs diversités d'origines ethnico-religieuses, partagent une histoire et une culture nationales communes⁵, "civique" en ce que la citoyenneté donne des droits civils, juridiques et politiques égaux à tous ses membres, par-delà la diversité de leurs enracinements historiques et les inégalités de leur condition sociale. Vous analysez les relations entre ces deux "visages" de la nation démocratique, entre l'appartenance à un peuple et le patriotisme constitutionnel. J'analyse les relations entre ces réalités ethniques de la société concrète et le principe abstrait de la citoyenneté, le principe civique. Vous êtes sans doute plus sensible à la possibilité de "contradiction" entre le "national" et le "civique" ou le "républicain". Il vous est arrivé, dans un article de circonstance, d'écrire : "la question nationale entre une fois de plus en **contradiction** (souligné par moi) avec les questions d'égalité républicaine et de justice sociale"⁶. Mais c'était à propos de l'Allemagne et de son passé non démocratique. Alors qu'à partir de ma tradition nationale (et peut-être à partir de mes préjugés de Française en faveur de la nation), je ne parle pas de "contradiction" entre les dimensions ethniques et le principe civique mais de "combinaison" ou de "conjugaison" et de "tensions". Dimensions "ethniques" et principe "civique" sont pour moi étroitement et nécessairement liés. Cela

ne veut pas dire qu'ils sont en harmonie immédiate ou préétablie, ils sont dans des tensions inévitables. Le plus souvent d'ailleurs, vous parlez aussi en termes de tensions.

- 10 Mais fondamentalement notre analyse est convergente. Je note d'ailleurs que l'ambiguïté de l'intégration républicaine ou de la nation démocratique que nous analysons tous deux se traduit dans l'opposition apparente qui existe dans les deux formules que nous avons adoptées : opposition apparente entre le caractère passionnel du "patriotisme" et le caractère juridique et rationnel de "constitutionnel" dans le "patriotisme constitutionnel" ; opposition apparente entre le caractère passionnel de "communauté" et le caractère juridique et rationnel de "citoyens" dans la "communauté des citoyens".
- 11 Nous arrivons donc tous deux à cette conclusion que la coïncidence entre nation et le patriotisme constitutionnel ou la citoyenneté fut un moment de l'histoire. L'État-nation n'est pas la fin de l'histoire. On peut évidemment penser – et souhaiter – une forme d'organisation politique démocratique dans laquelle le principe civique se traduirait par des institutions et des pratiques qui auraient lieu à un niveau supranational, c'est-à-dire européen. Ce qui me paraît, comme à vous, souhaitable. Mais je vois beaucoup plus de difficultés à le faire que vous pour des raisons théoriques sur lesquelles je reviendrai et pas seulement parce que les nations européennes n'ont pas la même histoire ou même que leur histoire commune est essentiellement celle de leurs guerres.
- 12 Nous nous retrouvons aussi pour penser qu'il faut donc construire un espace public européen. Mais, là, peut-être, nous sommes moins proches, parce que nous donnons sans doute un sens différent au terme d'espace public. Ce que j'entends par "espace public", c'est un lieu, au sens abstrait mais aussi concret du terme, dans lequel les membres des sociétés européennes se reconnaîtraient comme citoyens. Pour le construire, il faudrait que des enjeux, des débats et des institutions – au sens large que Durkheim donne à ce terme – l'organisent et qu'il soit commun à tous les citoyens de l'Europe. Concrètement, cela signifie, par exemple, que des électeurs français ou anglais votent pour des Italiens, des Allemands ou des Espagnols, non pas seulement en fonction de leur appartenance nationale mais aussi en fonction de leur proximité politique, parce qu'ils partagent la même vision du monde et les mêmes aspirations sociales, les mêmes valeurs, les mêmes volontés. Cela supposerait que les choix et les actions politiques ne sont pas exclusivement déterminés par l'appartenance nationale même s'ils ne peuvent en être totalement indépendants. Il faudrait que les citoyens de l'Europe voient dans les gouvernants issus d'élections européennes des gouvernants légitimes, c'est-à-dire qu'ils acceptent les décisions qu'ils prennent, même si elles leur apparaissent contraires à leurs intérêts immédiats. La légitimité des institutions européennes, c'est là le véritable enjeu, pour que la citoyenneté prenne un sens réel et non simplement formel, pour reprendre une vieille terminologie de la pensée marxiste.
- 13 Je donne un sens beaucoup plus empirique et plus modeste à la notion d'espace public et je n'en fais pas comme vous le lieu où la vérité sortirait de la discussion rationnelle, un lieu où des sujets rationnels par leur délibération argumentée pourraient créer l'intégration sociale, fondée sur la raison et la morale. Dans la plupart des problèmes politiques, il me semble qu'il n'existe pas une solution rationnelle mais, chaque fois, des conflits de valeurs – la liberté et l'égalité ne sont pas en harmonie spontanée, elles sont en tension – et aussi des conflits d'intérêts entre les groupes sociaux et que les pratiques démocratiques consistent à les gérer par les compromis et non par la violence. L'espace public est pour moi de manière concrète l'ensemble des pratiques sociales – traditions,

habitudes — par lesquelles les acteurs sociaux gèrent leurs rivalités et leurs conflits par des institutions politiques et, approximativement, selon les valeurs de la citoyenneté.

- 14 Mais nous nous interrogeons également pour nous demander si l'abstraction de la citoyenneté au niveau européen sans l'enracinement dans les traditions et les institutions nationales sera suffisante pour intégrer socialement les individus de l'âge démocratique. Si l'interrogation est la même, je crois que nos réponses ne se recouvrent pas. Je pense que vous êtes plus optimiste sur la possibilité de réaliser le patriotisme constitutionnel ou d'exercer les pratiques de la citoyenneté au niveau européen. En ce qui me concerne, partant comme vous du caractère national des institutions démocratiques, je suis plus inquiète ou plus sceptique. Bien sûr, le lien entre l'État-nation et la république est historique, il n'est ni logique ni nécessaire. Bien sûr, la citoyenneté peut s'exercer au niveau infranational ou supranational. Mais j'ai deux raisons théoriques pour lesquelles je pense difficile de créer un espace public européen au sens que je lui donne.
- 15 La *première*, c'est qu'on doit prendre en compte le lien historique entre citoyenneté et nation dans la réflexion la plus théorique, parce que le principe de la citoyenneté ne prend un véritable sens et n'organise réellement les sociétés historiques que s'il s'inscrit dans des institutions politiques et des pratiques sociales dont la légitimité a été intériorisée au cours des siècles. L'exercice de la citoyenneté a toujours bénéficié jusqu'à présent des institutions étatiques qui lui préexistaient et de l'homogénéité relative de la population nationale. La citoyenneté n'a pas d'effet sur la vie sociale si elle n'est pas la pratique de la citoyenneté, si les institutions ne lui donnent pas de sens concret. L'idée de l'abstention de l'État dans la vie religieuse pour que des populations de religions différentes vivent dans le même État a été formulée par Locke, mais la possibilité des Juifs d'être membres du parlement de Westminster n'a été accordée que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, deux siècles plus tard. Il faut du temps pour que les idées républicaines s'inscrivent effectivement dans les institutions et les pratiques⁷. Or, ces institutions ont jusqu'à présent toujours été nationales. La citoyenneté n'a pas de sens si elle ne s'exerce pas par ces institutions, précisément parce que la société démocratique est "Janus", à savoir indissolublement ethnique et civique ou, dans un autre vocabulaire, nationale et civique, ou patriotique et constitutionnelle.
- 16 La *seconde* raison est la fragilité de la société démocratique. La société fondée sur les valeurs et les institutions de la citoyenneté est en effet une forme d'organisation aussi improbable que fragile. Elle ne fonctionne de manière acceptable que lorsqu'un espace public s'est construit, qui transcende la société concrète, ses diversités historiques et religieuses, ses divisions et ses inégalités. Les liens qui unissent les hommes sont d'abord juridiques et politiques, ils sont fondés sur un principe abstrait, l'égalité des droits de tous les citoyens et leur souveraineté. C'est aussi une société fragile, parce qu'elle est fondée sur une utopie de renversement du monde social, même s'il s'agit d'une utopie créatrice. Elle affirme, contre toute l'expérience sociale concrète, l'égalité civile, juridique et politique d'individus divers et inégaux par leurs origines, leurs capacités et leurs conditions sociales. Elle ne peut manquer de susciter des critiques parfaitement justifiées lorsque la réalité sociale quotidienne est comparée aux valeurs dont les gouvernants et les citoyens se réclament. D'où l'importance de ces institutions politiques, qui ont été jusqu'à présent toujours nationales, par lesquelles un principe de légitimité aussi abstrait peut effectivement organiser la vie des hommes ensemble.
- 17 Mon sentiment plus sceptique que le vôtre à l'égard de la construction européenne tient probablement à la conception différente que je me fais de l'espace public, qui est celle

d'un sociologue. Je le considère comme un lieu concret inscrit à l'intérieur de frontières définies — ce qui n'est pas le cas de l'Europe — où se rencontrent des individus historiques, avec leurs histoires, leurs passions et leurs intérêts qui ne sont pas seulement des citoyens rationnels et qui se conforment à des pratiques qu'ils jugent légitimes, parce qu'elles font partie d'institutions héritées d'une longue histoire. Je suis sensible au temps qui a été nécessaire pour que des pratiques aussi peu spontanées ou naturelles puissent être convenablement intériorisées par les acteurs sociaux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la diffusion des modèles démocratiques en dehors de l'Europe a toujours été difficile. Je souhaite comme vous que cet espace public se construise, mais je suis plus sensible aux difficultés qu'il peut y avoir à le faire. D'ailleurs, vous pensez aussi qu' il *“ne peut exister d'État fédéral européen démocratique, à moins que ne se forme, dans l'horizon d'une culture politique commune, un espace public intégré à l'échelle européenne, une société civile avec des groupements d'intérêt, des organisations non étatiques, des mouvements civiques”*⁸. Vous dites qu'il faut que les Suédois se sentent solidaires des Portugais pour accepter la redistribution des richesses qu'assure la politique européenne entre les pays de l'Europe. Ce sentiment n'est évidemment pas donné, il est à construire par la volonté de tous, politiques, intellectuels et citoyens.

- 18 Je m'interroge plus que vous — même si cette réflexion ne vous est évidemment pas étrangère — sur la légitimité que les citoyens de l'Europe peuvent dans l'avenir immédiat accorder aux gouvernants qu'ils élisent et aux décisions que ces gouvernements prendront. Je constate que, dans la courte histoire des démocraties, les peuples démocratiques se sont plus souvent battu pour défendre leur patrie que pour défendre les valeurs démocratiques et je m'interroge sur la volonté politique qui serait celle d'une future entité politique européenne. Je comprends qu'après l'expérience de la Seconde guerre mondiale, on s'interroge sur les drames qui naissent des nationalismes déchaînés et qu'on veuille rompre avec toute forme de nationalisme. Mais il ne faudrait pas que cela ait pour conséquence de construire une Europe purement économique et marchande, où les individus, selon la conception de Benjamin Constant, ne seraient plus que des acteurs économiques, contribuant à et bénéficiant de la redistribution des ressources par l'État-providence. La politique ne consiste pas seulement à produire et à redistribuer des ressources, elle a à voir avec les valeurs et la volonté.
- 19 Il ne faut pas non plus oublier que la victoire des démocraties dans la Seconde guerre mondiale a sans doute plus mobilisé les sentiments nationaux que la volonté de défendre la démocratie. Durant l'hiver 1940-1941, les Anglais défendaient l'Angleterre contre un ennemi héréditaire, l'Allemagne, autant ou plus que la démocratie. Roosevelt n'arrivait pas à convaincre les Américains d'intervenir dans la guerre jusqu'à ce que l'attaque des Japonais à Pearl Harbour agressât l'orgueil américain. Les Européens ne peuvent négliger la volonté politique s'ils veulent survivre. La bienheureuse paix que la construction européenne nous a apportée depuis un demi-siècle — comment ne pas se réjouir que la simple idée que la France et l'Allemagne puissent se faire la guerre nous apparaît absurde ? — ne devrait pas nous faire oublier la possibilité de la guerre, la nécessité de croire à nos valeurs et de cultiver la volonté de les défendre.

NOTES

1. Jürgen Habermas, *L'Intégration républicaine*, Fayard, 1998, p. 69.
 2. Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, NRF/Essais, 1994.
 3. *L'Intégration républicaine*, p. 105.
 4. C'est le vocabulaire d'Anthony Smith, par exemple, quand il parle de *The ethnic origins of nations*, Oxford, Blackwell, 1986.
 5. Cela ne les empêche pas de la conjuguer avec des fidélités particulières, infra-nationales, ou transnationales, comme j'ai essayé de le montrer dans mes travaux sur les Juifs. Cf. *Juifs et Israélites*, Gallimard, "Idées", 1980.
 6. Jürgen Habermas, *Ecrits politiques*, Cerf, 1990, p. 105.
 7. L'actualité vient d'en fournir un nouvel exemple. Alors que la citoyenneté organise la vie commune de ceux qui se réfèrent à des religions différentes, l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) a diffusé le 20 novembre 2000 les résultats d'un sondage portant sur un échantillon de 17000 personnes dans les pays européens. "15% des citoyens de l'Union européenne expriment une certaine inquiétude à l'égard d'autres religions" que la leur. Le pourcentage monte à 32% au Danemark et 26% en Belgique. Cf. *Le Monde*, 22 décembre 2000.
 8. *L'Intégration républicaine*, p. 156.
-

AUTEUR

DOMINIQUE SCHNAPPER

Sociologue, directrice de recherche à l'EHSS